

Elle a été initiée par une coalition de 81 associations

## Marche historique à Tunis pour l'égalité dans l'héritage



Les Tunisiennes ont donné de la voix, hier, pour faire valoir leurs droits. © D.R.

**Le défunt président Habib Bourguiba s'était engagé à garantir l'égalité dans l'héritage, entre les hommes et les femmes, mais les pressions saoudiennes de l'époque l'en ont freiné.**

### ***De notre envoyé spécial à Tunis: Lyès Menacer***

Les Tunisiennes ont marché hier à Tunis pour réclamer l'égalité dans l'héritage, à l'appel de la Coalition pour l'égalité dans l'héritage, un collectif rassemblant plus de quatre-vingt (80) associations issues de différents horizons. La manifestation a rassemblé entre deux et trois mille personnes et a démarré à 14h20 de Bab Saadoun vers le siège de l'Assemblée nationale, dans une ambiance festive, mais aussi sous haute sécurité. Un important dispositif sécuritaire a été déployé sur la place de Bab Saadoun, où les manifestants, venus de plusieurs villes du pays, ont commencé à affluer dès midi. Pressés pour certains, solidaires pour d'autres, des automobilistes ont mêlés l'assourdissant bruit de leur kaxons aux chants révolutionnaires diffusés sur un écran géant, installé à Bab Saadoun. «la loi est égale pour tous, pourquoi la partage des richesses », martèle Samiha, native de la ville balnéaire de Sousse, tenant une pancarte sur laquelle on pouvait lire «moitié, moitié, c'est la

pleine citoyenneté ». des dizaines d'hommes, tout âge confondu, sont venu apporter leur soutien à cette cause qui, dans la rue tunisienne divise, notamment dans les zones rurales où la femmes tunisiennes est marginalisée, dénoncent les initiateurs de la marche. «pour garantir nos droits, il faut changer la loi », lit-on sur une autre pancarte de l'association Beity (association ma maison, ndlr). «L'égalité dans l'héritage, un droit et non une faveur », scandé en tête de la marche une jeune femme suivie par d'autres voix qui ne semblent pas convaincre les badauds et d'autres tunisiens attablés sur les terrasses des cafés, longeant le boulevard du 20 mars. Interrogés par les journalistes, l'ancien président de la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme, Mokhtar Trifi, a estimé que «les Tunisiens sont mûrs pour la démocratie et le respect de l'égalité entre les hommes et les femmes ». de son côté, Houda Mzouidat, journaliste et consultante, estime que l'égalité dans l'héritage est une question de haute importance. «je suis pour le droit à l'égalité dans l'héritage, mais il est également primordial de penser la question de la place de la femme tunisienne dans sa globalité. Je parle de la femme rurale qui souffre en silence depuis longtemps », explique Houda Mzouidat. En effet, sur le terrain, la société ne semblerait pas prête à discuter de ce sujet, dans un contexte politique, social, économique et sécuritaire difficile, marqué par la prolongation la semaine dernière par la décision du président Béji Caïd Essebsi de prolonger l'état d'urgence de sept mois. Le président explique sa décision, dans un communiqué rendu public, par l'impératif d'assurer la sécurité du pays à la veille des élections locales, prévues dans moins de deux mois. La contexte régional, avec la persistance de l'instabilité en Libye, a aussi servi de prétexte pour prolonger l'état d'urgence de sept mois. Car cette question d'égalité est également une urgence et va consacrer la véritable égalité entre les tous les Tunisiens, que ce soit en terme de droits ou de devoirs. Hier, sur la place du Bardo, en face du siège du Parlement, les Tunisiennes ont réussi leur pari de rassembler autour d'elles toutes les catégories sociales et politiques (mais loin de toute appartenance partisane), autour d'un projet perçu comme un pas de plus dans le long processus de démocratisation du pays, entamé dans la douleur fin 2010 contre l'ancien régime de Ben Ali.

**L.M.**